



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE LYON

Département Budget et Finances
19 rue Crépet
CS 70607
69366 Lyon Cedex 07

Tél: 04 87 24 95 00

Fourniture et livraison de pain frais pour divers établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Rhône-Alpes Auvergne.

Marché passé sous la forme d'une procédure formalisée conformément à l'article L 2124-1 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Avec l'obtention du label « Relations fournisseurs et achats responsables » par le ministère de la Justice, les acheteurs sont appelés à **insérer le logo suivant** ainsi que la mention « **Labellisation ministère de la Justice 2024-2027** » dans leurs contrats et autres communications mentionnant le dispositif.



Table des matières

Article premier : Dispositions générales.....	4
1.1 <i>Objet du marché</i>	<i>4</i>
1.2 <i>Forme du marché</i>	<i>4</i>
1.3 <i>Allotissement</i>	<i>4</i>
1.4 <i>Durée du marché</i>	<i>4</i>
1.5 <i>Langue d'exécution du marché</i>	<i>5</i>
1.6 <i>Sous-traitance</i>	<i>5</i>
1.7 <i>Groupement</i>	<i>5</i>
Article 2 : Pièces du marché	5
2.1 <i>Pièces particulières</i>	<i>5</i>
2.2 <i>Pièces générales.....</i>	<i>5</i>
Article 3 : Dispositions	6
3.1 <i>Clauses environnementales</i>	<i>6</i>
3.2 <i>Obligations sociales éga-conditionnalités</i>	<i>6</i>
Article 4 : Prix du marché	7
4.1 <i>Forme et contenus des prix</i>	<i>7</i>
4.2 <i>Révision des prix.....</i>	<i>7</i>
Article 5 : Facturation.....	8
5.1 <i>Modalités de règlement.....</i>	<i>8</i>
5.2 <i>Présentation des factures</i>	<i>8</i>
Article 6 : Pénalités	8
6.1 <i>Dispositions générales</i>	<i>8</i>
6.2 <i>Pénalités pour absence de livraison.....</i>	<i>9</i>
6.3 <i>Pénalités de retard ou non-respect de l'heure de livraison indiquée par l'établissement</i>	<i>9</i>
6.4 <i>Pénalités pour non-conformité</i>	<i>9</i>
6.5 <i>Pénalité pour non-respect des conditions de transport et de livraison</i>	<i>9</i>
Article 7 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	9
Article 8 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »	10
Article 9 : Différends	10
9.1 <i>Principes communs au règlement amiable des différends</i>	<i>11</i>
9.2 <i>Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends</i>	<i>12</i>
9.3 <i>Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises</i>	<i>13</i>

<i>9.4 Juridictions compétentes</i>	<i>13</i>
Article 10 : Dérogations au CCAG / FCS	13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article premier : Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de pain frais pour divers établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Rhône-Alpes Auvergne, tel que décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Forme du marché

Le présent marché est à bons de commande. Il est conclu sans minimum ni maximum.

Par conséquent, le nombre estimatif de pains commandés par an indiqué à l'annexe n°1 du présent document est transmis à titre indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.3 Allotissement

Les prestations sont réparties en 5 lots géographiques définis comme suit :

Lot 1 : Maison d'arrêt d'Aurillac

Lot 2 : Maison d'arrêt de Bonneville

Lot 3 : Maison d'arrêt de Grenoble-Varces

Lot 4 : Maison d'arrêt de Montluçon

Lot 5 : Maison d'arrêt de Privas

1.4 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée ferme d'un an à compter du 1er juillet 2025. Il pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une période de 12 mois et une dernière période de 6 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder le 31 décembre 2028.

Le titulaire ne peut s'opposer à une reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur se prononcera par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

1.5 Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. L'offre sera ainsi entièrement rédigée en langue française et exprimée en **EURO**. Chaque échange effectué dans le cadre du marché, qu'il soit écrit ou verbal, sera exclusivement en français.

1.6 Sous-traitance

La sous-traitance relève des articles L 2193-1 à L 2193-14 du code de la commande publique.

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur. Il ne peut sous-traiter qu'une partie des prestations du marché. L'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

La déclaration de sous-traitance s'effectue via le formulaire DC4 joint au dossier de consultation des entreprises et disponible sur le site de la Direction des affaires juridiques (DAJ).

Le cas échéant, le titulaire reste solidairement responsable avec son sous-traitant du parfait accomplissement du contrat et veille à ce que l'ensemble des termes du marché soient respectés.

1.7 Groupement

En cas de groupement, la forme requise est le groupement solidaire avec mandataire unique.

Article 2 : Pièces du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le règlement de consultation,
- Le mémoire technique du titulaire.

Ces pièces prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.
Seuls les exemplaires originaux conservés par l'Administration font foi.

2.2 Pièces générales

- Décret n°93-1074 du 13 septembre 1993 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne certaines catégories de pains,
- Arrêté du 12 décembre 1995 réglementant l'appellation et l'enseigne de boulangerie,

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G / F.C.S) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

- Le code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier mais le titulaire est réputé en avoir connaissance. Il s'engage en outre à respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires, présents et à venir, en rapport avec l'objet du marché.

Article 3 : Dispositions

3.1 Clauses environnementales

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations à réaliser

Le principe de réduction des déchets à la source et des emballages consiste à produire moins pour gérer moins et donc limiter la production des déchets.

Cette optimisation de la gestion des déchets se traduit notamment par la réalisation des actions suivantes : limitation des quantités de déchets produites ; tri des déchets ;

L'administration peut en cours de marché demander des justificatifs au titulaire afin de s'assurer du respect des mesures mise en œuvre par celui-ci.

Le titulaire s'engage à utiliser lors de ses déplacements des véhicules respectueux de l'environnement. Ainsi, a minima les véhicules dédiés à l'exécution des prestations doivent respecter les normes européennes d'émissions, dites normes Euro 6c pour les voitures et véhicules utilitaires légers.

L'administration se réserve le droit de demander en cours de marché au titulaire de produire les cartes grises des véhicules afin de vérifier la cohérence des déclarations du mémoire technique.

3.2 Obligations sociales éga-conditionnalités

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.html

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat. Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de l'attribution du présent marché

Article 4 : Prix du marché

4.1 Forme et contenus des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires tels que renseignés par le titulaire dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent :

- L'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture de pains,
- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les denrées,
- Le conditionnement, l'emballage le cas échéant, et la mise à disposition au(x) lieux de destination.

Durant l'exécution du marché, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

4.2 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes jusqu'au 30 juin 2026. Ils peuvent être révisés lors de chaque reconduction.

Le titulaire doit en faire la demande, accompagnée d'une nouvelle annexe financière, au plus tard le 31 mai de l'année en cours, par courriel à l'adresse suivante : uamp.disp-lyon@justice.fr.

A l'issue de chaque révision, les prix resteront fermes pour une durée de 12 mois.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'avril 2025. Ce mois est appelé le « mois zéro ».

La révision se fait par application de la formule suivante :

$P_n = P_0 \times \{ (IPC / IPC_{n-1} \times 0.5) + (ICHTrevTS / ICHTrevTS_{n-1} \times 0.5) \}$
--

P_n = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N.

P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle N-1

IPC = Dernier indice des prix à la consommation des ménages pour les produits alimentaires publié sur l'INSEE au mois de révision.

IPC n-1 = Indice des prix à la consommation des ménages pour les produits alimentaires utilisé lors de la dernière révision.

ICHTrevTS = Dernier indice mensuel du coût horaire du travail publié sur l'INSEE au mois de révision.

ICHTrevTS n-1 = Indice mensuel du coût horaire du travail utilisé lors de la dernière révision.

Lors de la mise en œuvre de la formule d'ajustement de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Article 5 : Facturation

5.1 Modalités de règlement

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le délai global de paiement est de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, conformément à l'article 12.1.2 du CCAG / FCS.

5.2 Présentation des factures

Les factures doivent être exclusivement déposées ou saisies sur le portail de facturation national Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles doivent impérativement comporter :

- Le numéro d'engagement juridique composé de 10 chiffres (n° EJ) figurant sur le bon de commande concerné,
- Le code du service exécutant (code SE) : **FAC0000069**,
- Le n° SIRET de l'État : **110 002 011 00044**,
- L'adresse de l'établissement concerné,
- La date à laquelle la prestation a eu lieu,
- Les prix hors taxes, les prix toutes taxes comprises ainsi que le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, le cas échéant.

Article 6 : Pénalités

6.1 Dispositions générales

Le titulaire peut encourir des pénalités sans mise en demeure préalable, en cas de manquements aux obligations contractuelles.

Elles sont mises en œuvre par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaire Auvergne Rhône Alpes.

L'ensemble des pénalités décrites ci-dessous est calculé par application de la formule suivante :

$$\text{Montant des pénalités} = M \times P$$

M = montant HT du bon de commande

P = pénalité forfaitaire appliquée, selon le cas de figure, sur la valeur HT des prestations en cause

Ces pénalités sont cumulables entre elles.

Les jours de retard s'entendent en jours calendaires.

6.2 Pénalités pour absence de livraison

Lorsque la livraison journalière n'a pas eu lieu, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100% du montant des prestations en cause.

6.3 Pénalités de retard ou non-respect de l'heure de livraison indiquée par l'établissement

Lorsque la livraison intervient plus d'une heure après l'heure de livraison indiquée dans l'annexe 1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 25% du montant HT des prestations en cause.

6.4 Pénalités pour non-conformité

En cas de livraison non-conforme à la commande et sans information préalable du titulaire, une pénalité forfaitaire de 25% du montant HT des prestations en cause, pourra être appliquée.

6.5 Pénalité pour non-respect des conditions de transport et de livraison

En cas de non-respect des conditions de livraison visées à l'article 3 du CCTP, il sera appliqué une pénalité de 50% sur le montant HT des prestations en cause.

Article 7 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas de manquements répétés dans l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter le marché par un tiers aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet.

Une exécution incomplète est assimilée à une non-exécution si le titulaire ne justifie pas des raisons extérieures à son entreprise qui s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché.

Article 8 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 9 : Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

9.1 Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

9.2 Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

• Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » (*)

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs » sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

9.3 Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le Comité consultatif compétent :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13

Le Médiateur des entreprises :

Remplir le formulaire en ligne : Le Médiateur des entreprises
Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

9.4 Juridictions compétentes

En cas de litige, la loi française est seule applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon.

Article 10 : Dérogations au CCAG / FCS

Article du CCAG	Article du CCAP
Article 4 – Pièces contractuelles Article 14 – Pénalités Article 36 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	Article 2 – Pièces du marché Article 5 – Pénalités Article 6 – Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire